



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

06/08/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 291 du 06 août 2026

ÉDITO

Comme nos lecteurs peuvent le constater, le résumé économique et social (Recosoc) ne prend pas de vacances. Si elles sont légitimes et bienvenues pour les travailleurs quand leurs moyens le permettent, pour autant la lutte de classe au plan national et international continue. C'est ce que nous tentons de rapporter et d'analyser dans notre Recosoc. Il est réalisé chaque semaine par une équipe de militants du Parti Révolutionnaire Communistes et entend donner un outil de connaissance et de compréhension aux militants affrontant quotidiennement la dictature du capital. Pour nous donner encore plus de moyens, il y a une chose simple à faire pour prolonger l'action dans les entreprises, les services, auprès des jeunes et des chômeurs. Cette chose simple, c'est de devenir correspondant du Recosoc en nous informant des luttes auxquelles vous participez et animez. Déjà des militants entretiennent régulièrement nos chroniques. Venez les rejoindre : comrev1@gmail.com

Sommaire :

Luttes

- **Montauban : La Brigade de la précarité*
- **À Lourdes : sur le terrain aux côtés des travailleuses et travailleurs saisonniers*
- **Institut de Recherche pour le Développement (IRD) : non à l'absorption par le CNRS*
- **En plein coeur de l'été Darmanin et ses sbires menacent l'Union Locale de Tourcoing*
- **La Fédération Nationale des accidentés de la vie (FNATH) dénonce une attaque sans précédent contre les droits sociaux*
- **Après 100 jours, les facteurs de Léré toujours en lutte*
- **Fibre excellence Tarascon : action des salariés contre la liquidation*
- **Incendies en Gironde : La Poste oblige ses salariés évacués à poser des congés et à rattraper les heures perdues*
- **Le syndicat CGT des cheminots des Hautes-Pyrénées-Comminges dénonce le manque d'investissements et demande un renforcement du service public*
- **Normandie : Grève à la SNCF sur une ligne très fréquentée*
- **SNCF banlieue ligne J : une prime de 80 euros à tous les cheminots ne suffira pas !*
- **Incendies : la profession exige des moyens conséquents*
- **Un mois de grève au service mortuaire du CHU de Nantes*

Dossiers ; Économie

- **Chine endettement des ménages*
- **Qu'est-ce que le colonialisme français aujourd'hui ?*
- **La SNCF affiche encore des bénéfices records*
- **Le gouvernement et les syndicats veulent faire 800 millions d'euros d'économies sur les accidentés et malades du travail*
- **Services des impôts : la Seine-Saint-Denis en première ligne de la « suppression de plusieurs milliers d'emplois »*

International ; Solidarité internationaliste

- **Un candidat communiste à l'élection présidentielle au Brésil*
- **Chasse aux sorcières anticomuniste en Azerbaïdjan*
- **Ceuta : le point de vue du Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne*
- **Great Yarmouth (Royaume-Uni) : grève des éboueurs et agents de nettoyage*
- **Royaume-Uni : grève des salariés des jeux vidéo*
- **Italie, la colère monte contre la fast-fashion asiatique*
- **Australie : ALDI verse 55 millions de dollars après une action collective contre le travail non rémunéré*
- **Grève à la CSSM : la direction retire la mesure de licenciement à l'origine du conflit*
- **Un préavis de grève à EDF Martinique pour défendre les avantages salariaux*
- **La Réunion : Le conflit s'enlise chez Derichebourg*
- **Deux millions de passagers concernés: une grève va perturber le trafic à l'aéroport de Barcelone*
- **Canada : Grève massive chez Westjet : des centaines de vols annulés*
- **Le premier poids lourd électrique chinois assemblé en Europe prend la route avec DHL*

Luttes

Montauban : La Brigade de la précarité



Au restaurant la Brigade à Montauban dans le Tarn-et-Garonne, le patron utilise la préparation opérationnelle de l'emploi individuel (POEI) comme un outil central pour alimenter les cuisines, la salle et les comptoirs en main-d'œuvre à bas coût, sans jamais améliorer les conditions de travail.

La POEI permet à l'employeur de sélectionner des salariés(es), de faire constater qu'il ou elle n'a pas toutes les compétences, puis de faire financer par France travail une formation de plusieurs centaines d'heures. Une partie de ces heures sert directement à faire tourner le restaurant. Autrement dit, la formation financée par l'argent public remplace des salariés(es) en CDI.

Dans ce restaurant, cette stratégie sert surtout à masquer les vraies causes des difficultés de recrutement :

- *Salaires au plancher ;
- *Heures supplémentaires non payées ;
- *Amplitudes horaires démesurées ;
- *Travail du soir et du week-end ;
- *Pénibilité physique ;
- *Absence totale de perspectives.

Au lieu d'améliorer les conditions de travail, la direction préfère former des salariés(es) pour ensuite les jeter dès le début de la période d'essai, avant d'en prendre d'autres. L'employeur s'était engagé auprès de France Travail à embaucher, en CDD de six mois, les salariés qu'il avait formés.

Les conditions de travail et la gestion du personnel se sont profondément dégradées, allant jusqu'à rabaisser les salariés(es) et dévaloriser leur travail. Le POEI devient un système organisé de précarisation, où les travailleurs sont remplacés sans garantie de stabilisation ni respect de leurs droits.

Les aides publiques financent ainsi les formations servant surtout à alimenter une rotation permanente du personnel, sans aucune protection pour les salariés(es). L'argent public ne doit pas servir les intérêts patronaux qui détruisent les droits et la dignité des travailleurs. Ces aides publiques ne doivent pas servir à remplir les poches du patronat et l'Etat ne doit pas maintenir un système économique augmentant les inégalités.

Leur combat est de refuser d'être une main d'œuvre jetable et défendre leur dignité face aux logiques capitalistes. Nous appelons l'ensemble des camarades à se mobiliser nombreuses et nombreux afin de soutenir ces travailleuses et travailleurs, renforcer leur lutte et leur apporter toute l'aide nécessaire.

La CGT sera toujours là pour aider les travailleurs à s'organiser afin d'obtenir de nouveaux droits pour améliorer les conditions de travail et de vie pour toutes et tous !

A Lourdes : sur le terrain aux côtés des travailleuses et travailleurs saisonniers

A Lourdes, les militants de la CGT sont allés à la rencontre des travailleuses et travailleurs saisonniers afin d'échanger avec eux sur leurs conditions de travail et de faire connaître leurs droits.

Plus de 200 guides des droits des saisonniers ont été distribués. Cette initiative a reçu un excellent accueil de la part des salariés, mais également des nombreux pèlerins présents à Lourdes. Les discussions ont été nombreuses et ont confirmé des préoccupations des travailleurs : conditions de travail, respect des droits, salaires, temps de travail et difficultés d'accès au logement.

Les salariés saisonniers rencontrent fréquemment plusieurs difficultés :

- *Succession de contrats courts entraînant une instabilité financière ;
- *Logements souvent coûteux ou difficiles à trouver ;
- *Horaires très étendus pendant les périodes de forte activité ;
- *Recours fréquent aux heures supplémentaires ;
- *Difficultés d'accès à la formation professionnelle ;
- *Faible représentation syndicale en raison de la brièveté des contrats.
- *Pour renforcer leur protection plusieurs pistes sont régulièrement proposées par les organisations syndicales et certains spécialistes du droit du travail :
 - *Renforcer les contrôles de l'Inspection du travail ;
 - *Développer des logements accessibles en faveur des travailleurs saisonniers ;
 - *Faciliter la reconduction des contrats d'une saison à l'autre ;
 - *Améliorer les droits à la formation et à la qualification ;
 - *Mieux encadrer les horaires et les heures supplémentaires ;
 - *Renforcer les sanctions contre le travail dissimulé et les abus des employeurs.

A l'issue de cette opération de terrain, une délégation de la CGT, avec le comité des travailleurs précaires et privés d'emploi, a rencontré le maire de Lourdes, afin d'évoquer la situation des travailleurs saisonniers, mais aussi celle de l'ensemble des salariés faisant vivre l'activité économique de la ville. Ils ont rappelé l'urgence et apporté des réponses concrètes aux difficultés rencontrées par les travailleurs, notamment en matière de logement, d'emploi et de respect du droit du travail.

À l'approche du surcroît d'activité liée à la venue du Pape à Lourdes, la délégation a également signalé qu'ils resteront particulièrement vigilants, au respect des droits des travailleurs et des conditions dans lesquelles ils exerceront leur mission.

L'union départementale CGT des Hautes-Pyrénées : Réaffirme son engagement : elle est, et restera, aux côtés de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs afin de défendre leurs droits, leurs conditions de travail et la dignité.

Institut de Recherche pour le Développement (IRD) : non à l'absorption par le CNRS

Le Co-secrétaire de la Section SNTRS-CGT de l'IRD vient de lancer une pétition pour conserver le caractère d'EPST de l'IRD¹. CGT et SUD ont communiqué conjointement dans ce sens.

"L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) est un Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST) reconnu pour ses contributions significatives à l'avancement de la recherche scientifique et au développement à l'échelle mondiale. Depuis des décennies, l'IRD mène avec succès des projets de recherche indépendants et innovants, élaborant des solutions durables pour les défis mondiaux dans des domaines cruciaux tels que la santé, l'environnement, l'agriculture et les sciences sociales.

Récemment, une proposition a été faite afin d'intégrer l'IRD au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Cette proposition a soulevé des inquiétudes parmi les membres de la communauté scientifique et les partenaires de l'IRD. L'intégration de l'IRD au CNRS risque de diluer sa mission unique et de centraliser la recherche en limitant la diversité des approches scientifiques.

L'IRD a toujours bénéficié de son statut d'indépendance lui permettant de collaborer efficacement avec des partenaires dans le monde entier, de répondre rapidement aux besoins locaux et de s'adapter aux contextes socioculturels divers. La structure actuelle garantit une flexibilité et une réactivité nécessaires à la poursuite de ses objectifs qui, autrement, pourraient être entravés par une intégration au CNRS.

Nous, les signataires de cette pétition, demandons que l'IRD conserve son autonomie actuelle. Il est crucial pour l'avenir de la recherche mondiale et pour la France de maintenir la diversité et l'indépendance des institutions scientifiques innovant et apportant des solutions aux défis globaux.

Veuillez signer cette pétition pour préserver l'intégrité et l'indépendance de l'IRD, et assurer que cet établissement continue à offrir des contributions précieuses à la communauté scientifique mondiale."

En plein coeur de l'été Darmanin et ses sbires menacent l'Union Locale de Tourcoing

Avec l'UL de Tourcoing, l'UD-CGT du Nord organisent le vendredi 7 août à 10 heures une journée d'études consacrée à l'histoire des Bourses du Travail à Tourcoing et plus généralement à la question générale des locaux syndicaux (rdv toujours au 50-52 rue des Ursulines Tourcoing). Cette initiative se poursuivra par un repas fraternel. Ce rendez-vous est un préalable à une riposte d'ampleur où nous aurons besoin de toutes les forces CGT, de toutes les UL et professions. La défense des bourses du travail menacées par le pouvoir du capital s'organise partout où leur existence est mise en cause. Il s'agit d'une lutte nécessaire afin de préserver un acquis fondamental de notre classe à pouvoir s'organiser sur les territoires pour la défense de nos intérêts de classe.

la Fédération Nationale des accidentés de la vie (FNATH) dénonce une attaque sans précédent contre les droits sociaux

Dans un communiqué du 27 juillet, la FNQTH dénonce une attaque sans précédent contre les droits sociaux.

La FNATH dénonce une attaque sans précédent, en plein été, contre les droits sociaux des malades et des accidentés du travail et de tous les assurés sociaux.

Aujourd'hui, la FNATH a voté CONTRE, au Conseil de la Cnam, elle était consultée pour avis sur le doublement du plafond de la participation forfaitaire et des franchises médicales, et sur la baisse massive du remboursement des médicaments et des dispositifs médicaux.

Les assurés sociaux auront à payer de leur poche deux milliards d'euros supplémentaires directement ou par le biais d'une augmentation du prix de leur mutuelle.

Le motif avancé est de réduire le déficit de l'assurance maladie. Or, tous les ans c'est plus de 3 milliards d'euros supporté par la branche maladie en lieu et place de la branche accident du travail et maladies professionnelles (Les employeurs) au titre de la sous déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Une fois encore l'addition est présentée aux seuls malades et accidentés du travail.

La maladie ou l'accident du travail est devenu pour ce Gouvernement un fait générateur concernant cette nouvelle taxe n'ayant pas cessé d'augmenter depuis sa création. Plus on est malade, plus on doit payer.

Le second paquet de mesures inacceptables s'attaque précisément aux victimes d'un accident du travail ou souffrant d'une maladie professionnelle. Alors que ces travailleurs ne sont pas responsables de leur accident du travail ou de leur maladie professionnelle, il a été décidé de baisser le montant de leurs indemnités journalières en imposant un plafond à 1,8 Smic, soit une baisse exorbitante de 1 à 2 points.

La FNATH considère scandaleux que des personnes ayant perdu leur santé à travailler et à contribuer à la richesse nationale soient sacrifiées sur l'autel de la rigueur budgétaire alors que les entreprises sont encore épargnées avec plus 80 milliards par an d'exonération de cotisations sociales.

La DRESS ayant démontré la rente versée aux accidentés du travail (incapacité définitive) pour les personnes handicapées après un AT-MP ne permettait pas de retrouver un niveau de revenu identique avant l'accident, le Gouvernement s'attaque désormais aux IJSS (incapacité temporaire) en dégradant leur pouvoir d'achat et le niveau d'indemnisation pendant l'arrêt de travail.

Les accidentés du travail, rappelle la FNATH, sont les seules victimes en France à être traitées ainsi alors qu'il s'agit d'un régime d'indemnisation des préjudices subis.

La sécurité sociale devient désormais une machine à exclure et à conduire les accidentés du travail vers plus de précarité sociale et de pauvreté.

La FNATH demande instamment au Gouvernement de renoncer à ces projets constituant une atteinte majeure à notre système de protection sociale."

Après 100 jours, les facteurs de Léré toujours en lutte

Après cent jours de lutte, les facteurs de Léré, dans le nord du Cher, continuent leur action. Commencée en début d'année par intermittence avant de s'installer dans la durée depuis le 19 mai, soit bientôt trois mois. Les facteurs, ils sont quatre, estimant les locaux où ils seront regroupés à Sancerre, pas adaptés, notamment au niveau de la circulation des véhicules. En conséquence, ils ne veulent pas y aller. La population concernée les soutient et selon Le responsable CGT: " La caisse solidaire est alimentée en priorité par les usagers. Y'en a qui passent tous les jours. Les camarades CGT donnent aussi. L'union départementale a aussi fait un don. Depuis le 19 mai, ça commence à faire déjà pas mal. Tout est reversé aux facteurs."

Fibre excellence Tarascon : action des salariés contre la liquidation

Les salariés de l'usine de pâte à papier Fibre Excellence de Tarascon ont perturbé la circulation autour de l'usine le 3 août 2026. Ils se sont rassemblés entre les deux ronds-points attenants au site. Selon l'un des syndicats sur place, une centaine de personnes étaient sur les lieux depuis le petit matin. En milieu de matinée, la circulation était rétablie. Selon Ici² : " Les employés demandaient à ce que la direction soit transparente concernant leur

avenir, quelques jours après la liquidation judiciaire prononcée par le tribunal de commerce de Toulouse. Les manifestants prévoient de rester mobilisés jusqu'à ce qu'un rendez-vous avec la direction soit acté. L'intersyndicale annonce le lundi à 10h avoir obtenu un entretien en préfecture dans l'après-midi."

Incendies en Gironde : La Poste oblige ses salariés évacués à poser des congés et à rattraper les heures perdues

Les incendies en Gironde provoquent une crise sociale au sein de La Poste. A Cestas, où se trouve une plateforme logistique de La Poste désormais à l'arrêt. Suite aux incendies dans l'ouest de la France, les syndicats de l'entreprise postale préparent une action en justice et déposent un préavis de grève. En cause : la décision d'imposer des jours de congé aux agents touchés par les feux et l'obligation de rattraper les heures perdues pour les fermetures de sites.

Selon la CGT, environ 500 postiers, tous services confondus, ont dû être évacués de leur domicile sous la menace des flammes. Pourtant, pour ces salariés confrontés au traumatisme de l'évacuation, la direction a fait le choix d'appliquer une directive stricte : chaque jour d'absence au travail doit être régularisé par la pose d'un jour de congé. Cette mesure est perçue par les représentants du personnel et les agents comme une véritable « double peine ». « On nous a dit de poser des congés, mais ce ne sont pas des vacances. Ce n'est pas un choix d'avoir été évacué de chez soi », s'indigne un facteur contraint de vivre dans un camping...

Le syndicat CGT des cheminots des Hautes-Pyrénées-Comminges dénonce le manque d'investissements et demande un renforcement du service public

Retards, suppressions de trains et incidents se multiplient sur le réseau ferroviaire³, le syndicat CGT des cheminots des Hautes-Pyrénées / Comminges estime : « ces difficultés sont le résultat de choix budgétaires et organisationnels menés depuis plusieurs années. Dans un communiqué, l'organisation syndicale appelle l'État à engager un vaste plan d'investissements et à renforcer les moyens humains consacrés au rail ».

Le syndicat CGT des cheminots des Hautes-Pyrénées / Comminges affirme que les dysfonctionnements observés ces dernières semaines sur le réseau ferroviaire ne peuvent être attribués uniquement aux épisodes de fortes chaleurs ou à des incidents ponctuels. Selon le syndicat, la multiplication des pannes, des retards, des suppressions de trains et des incidents est avant tout la conséquence d'années de sous-investissement dans les infrastructures ferroviaires. Il cite notamment le vieillissement des voies, des caténaires et du matériel roulant, ainsi qu'un manque de moyens consacrés à la maintenance préventive.

Les politiques conduites ces dernières années, privilégiant l'ouverture à la concurrence, ont entraîné une fragmentation du système ferroviaire. Toujours selon l'organisation syndicale, cette évolution rendrait plus complexe la maintenance des infrastructures et désorganiserait les moyens d'intervention. Cette organisation, considère le syndicat ne répond ni aux attentes des usagers, ni aux besoins d'aménagement du territoire, ni aux enjeux de la transition écologique.

Normandie : Grève à la SNCF sur une ligne très fréquentée

Le week-end s'annonce compliqué sur les lignes SNCF desservant la Normandie. Une grève des conducteurs et des contrôleurs supprimant 67 trains. Le grand week-end de chassé-croisé approche. Bison Futé voit rouge sur les routes dans le sens des départs sur la majeure partie de la France et noir dans le Sud-Ouest. Des conducteurs et des contrôleurs voient rouge notamment à Saint-Lazare à Paris, plusieurs lignes entre la capitale et la Normandie. Ont comme conséquence, des retards et annulations concernant les trains à destination des grandes villes de la région, notamment Cherbourg, Le Havre, Rouen ou encore Deauville... Sur 465 trains programmés, 67 sont supprimés. Une grève lancée par le syndicat SUD Rail et la CGT dénonçant les conditions de travail, notamment lors des épisodes de canicule : « le ras-le-bol est très important"... "Le feu gronde chez les conducteurs depuis le début de l'année"... "Nous demandons simplement que les conducteurs quand ils arrivent après une journée de service puissent se reposer dans des foyers disposant de la clim' et de ventilation". Les syndicats réclament également des effectifs pour la conduite des trains car les effectifs actuels "empêchent la mise en place de journées allégées". Les deux syndicats le soulignent, ils ont alerté leur direction depuis des semaines, dénonçant une accumulation de problèmes ayant poussé les agents à bout.

SNCF banlieue ligne J : une prime de 80 euros à tous les cheminots ne suffira pas !

Le malaise prend racine depuis plusieurs mois déjà avec la "crise des essieux" des trains de banlieue de la ligne J, une ligne très fréquentée reliant la banlieue ouest à Paris-Saint-Lazare. Un défaut sur le rail a endommagé les roues de dizaines de trains ayant dû partir en réparation. Conséquences, des trains bondés aux heures de pointe, des trajets allongés, des passagers excédés et des agents en première ligne. Et la situation perdure plus ou moins depuis avril... Puis est venue la canicule. Les syndicats reprochent à la direction d'avoir maintenu "100% de la production, comme si de rien n'était". Surtout, ils épinglent un "marasme organisationnel" des journées de travail

sur ces lignes avec des plannings très changeants. Sur France 3, un militant syndical dénonce par ailleurs "une direction locale qui applique une feuille de route productiviste et autoritariste". "Nous sommes asphyxiés par toutes ces dégradations", résume SUD-Rail parlant d'agents "harassés et furieux" par ces semaines de difficultés. La direction locale de la SNCF a bien tenté de calmer les esprits en versant une prime de 80 euros à tous les cheminots. En vain. Ces derniers exigent "les moyens nécessaires pour que nous n'ayons plus à vivre ce genre d'épisode".

Incendies : la profession exige des moyens conséquents



Les incendies de cet été démontrent une nouvelle fois que la France ne possède plus de services publics en mesure de faire face à des crises majeures. Le gouvernement semble tout à fait satisfait des moyens déployés pour contrer les incendies et alors que 4 pompiers sont morts et 130 intoxiqués, 9 syndicats de pompiers ont publié un communiqué commun⁴, refusant "que le qualificatif de héros attribué aux sapeurs-pompiers serve à masquer le délitement de la Sécurité civile". Le communiqué dénonce 20 ans de sous investissement, un manque d'effectifs chroniques, le manque de renouvellement du matériel, l'insuffisance des équipements de protection individuels.... Une situation ayant conduit à devoir compter sur la solidarité civile car l'État ne se donne plus les moyens de protéger sa population. Pour cela, les syndicats demandent l'investissement réel de l'Etat dans la sécurité civile en débloquent assez de moyens pour, entre autres, recruter massivement, renouveler et moderniser les matériels, et améliorer les équipements individuels.

Un mois de grève au service mortuaire du CHU de Nantes

Le monde du mortuaire et du funéraire, et tout aussi important que le monde des vivants.

Depuis le 8 juillet la quasi-totalité des agents du service mortuaire du CHU de Nantes sont en grève contre la dégradation des conditions de travail, et revendiquent des moyens supplémentaires en personnel, en matériel ; la reconnaissance de leur activité par le versement de la prime « service mortuaire » ; des moyens supplémentaires concernant l'activité au titre de l'institut médico-légal « autopsies » et une meilleure reconnaissance de leurs métiers, à commencer par une rémunération à la hauteur.

la CGT du CHU de Nantes, mardi 4 août 2026, a décidé d'intervenir auprès de Johanna Rolland, Maire de Nantes et Présidente du conseil de surveillance et lui a envoyé une lettre ouverte : « *Nous vous demandons, en tant que présidente du conseil de surveillance du CHU de Nantes et Maire de NANTES, de vous rapprocher du CHU et de l'Agence Régionale des Pays de la Loire pour que des moyens supplémentaires soient alloués à ce service et de bien vouloir intervenir auprès du ministère de la justice pour que le CHU de NANTES puisse bénéficier d'une augmentation de cette enveloppe dédiée à l'activité de médecine légale, enveloppe insuffisante à ce jour au regard de cette activité.* »

Actuellement, la seule réponse méprisante de la Direction du CHU de Nantes a été « *de revoir les horaires d'ouverture de 10h à 16h au lieu de 10h-18 30* »

Augmentation de l'activité du service mortuaire du CHU

Les Pays de la Loire sont la troisième région la plus touchée par le nombre de décès en excès lors de la période de fortes chaleurs entre le 17 juin et le 2 juillet 2026 - données publiées par Santé publique France, le 22 juillet. « *Lors de la période de canicule du 17 juin au 2 juillet 553 décès de plus que dans les Pays de la Loire (soit 55,2 % de plus)* ».

Le manque de moyens en personnel, la vétusté du matériel sont encore plus criants. En plus des deux arrêts longs depuis avril et des congés d'été non remplacés, les agents de la chambre mortuaire du CHU de Nantes doivent composer avec deux congélateurs en panne et d'autres défectueux à cause de la chaleur.

Alors que l'institut médico-légal s'occupe uniquement de la Loire-Atlantique mais aussi de la Vendée, du Maine-et-Loire et du Morbihan, et qu'il est considéré actuellement comme le grand centre de référence du Grand Ouest sur toute cette partie de médecine, pour autant les moyens n'ont pas bougé et pourtant la fermeture du service mortuaire de l'HGRL (Hôpital Nord Laennec) s'est ajoutée au service du CHU.

En plus de l'activité consistant à prendre en charge les défunts, les préparer, les présenter aux familles endeuillées, accompagner les familles, vérifier et préparer les formalités, l'activité au titre de l'institut médico-légal « autopsies » fait partie de leur quotidien, une activité éprouvante à la fois physiquement et psychologiquement.

Le manque de place pour les défunts, combiné à une hausse de la mortalité en cette période de canicule, a fait ressortir le problème de sous-effectif frappant la profession.

« L'activité du service mortuaire a augmenté entre 2017 et 2022 de +47,5 % passant de 1924 décès à 2 837 décès » pour autant les effectifs n'ont pas augmenté.

La direction du CHU de NANTES essuie d'un revers de main « *les revendications des professionnels au motif que l'activité funéraire du service mortuaire est stable depuis cinq ans cette activité a progressé de près 50% entre 2017 (1 924 décès) et 2022 (2 837 décès) sans évolution des effectifs pour plus de 900 décès supplémentaires à prendre en charge et toujours plus de 800 décès supplémentaires par rapport à 2017, la direction parle de baisse d'activité, de qui se moque-t-on ?* » Cette position de la direction repose sur une politique purement économique et « *si la mort fait partie du soin, elle doit être prise en charge avec les moyens qui s'imposent dans le respect de la dignité et de l'intimité humaine* »

Le personnel en grève et la CGT exigent des moyens supplémentaires, ils ne lâcheront rien, leur lutte s'inscrit dans la défense du service public hospitalier, ils sont déterminés à aller jusqu'au bout. Cette lutte a notre soutien actif.

Dossiers ; Économie

Chine endettement des ménages

Les ménages chinois s'endettent, la consommation étant censée être stimulée par le crédit.

Depuis les années 2000, la hausse de l'endettement des ménages chinois a été spectaculaire. Selon les données du CEIC⁵, le montant total de cette dette a été multiplié par près de vingt depuis 2007, Il atteint environ 11 500 milliards de dollars au premier trimestre 2025.

Selon Reuters, les créances des ménages s'élevaient à 2 220 milliards de yuans en 2025, soit environ 1,6 % du PIB, et près d'un adulte sur dix pourrait avoir des difficultés à rembourser ses dettes.

Malgré les chiffres d'une dette explosive, différents indicateurs révèlent un risque limité concernant une partie des ménages aux revenus les plus faibles. La dette des ménages en pourcentage du PIB est passée de 18,8 % en 2007 à 60 % au quatrième trimestre 2024 selon la Banque des règlements internationaux.

Ces chiffres restent relativement modeste par rapport aux économies développées -l'Australie, le Canada, la Corée du Sud, les Pays-Bas et la Suisse affichent des ratios dette des ménages/PIB compris entre 90 et 130 %/

Les ventes au détail, principal indicateur de la consommation, ont baissé en mai 2026 de 0,6% sur un an. Une première depuis plus de trois ans, indiquent des statistiques officielles du 16 juin 2026. Il s'agit de la première diminution depuis décembre 2022. Ces chiffres mettent en lumière la faiblesse de la consommation intérieure, une des fragilités actuelles de la deuxième économie mondiale.

Mais avec une évolution traduisant une amélioration progressive de la situation sur le marché du travail des jeunes et poursuit son redressement. En juin 2026, le taux de chômage des 16 à 24 ans hors étudiants est tombé à 14,9 %, son niveau le plus bas depuis un an, selon les dernières données du Bureau national des statistiques.

Le chômage des jeunes urbains âgés de 16 à 24 ans (hors étudiants) a poursuivi sa baisse en Chine pour le troisième mois consécutif. Il s'est établi à 14,9 % en juin 2026, contre 15,6 % en mai, soit son niveau le plus faible depuis un an. Les autres catégories d'âge enregistrent également une légère amélioration. Le taux de chômage des 25 à 29 ans (hors étudiants) est passé de 7,2 % en mai à 7,1 % en juin, tandis que celui des 30 à 59 ans a reculé de 4,1 % à 4,0 %.

Parallèlement, les autorités tentent de stimuler la consommation intérieure après plusieurs années de faible demande, de crise immobilière et d'incertitude sur le marché du travail. L'État souhaite que les ménages consomment davantage pour équilibrer l'économie et réduire sa dépendance aux exportations et aux investissements. Les banques sont incitées à accroître leurs prêts, mais lorsque les revenus des travailleurs sont incertains, le marché du travail fragile et le secteur immobilier reste sous pression, l'expansion du crédit devient rapidement une source de risques. Les ménages les plus aisés empruntent moins, tandis que les personnes aux revenus les plus faibles sont contraintes de recourir au crédit pour couvrir leurs dépenses quotidiennes. Il ne s'agit pas d'un signe de socialisme, mais d'une logique de consommation capitaliste où la demande est maintenue par l'endettement. Lorsque les salaires, la sécurité sociale et la confiance dans l'avenir ne suffisent pas à assurer une consommation stable, le système financier tente de combler le manque. Or, les prêts repoussent le problème. Ils

ne remplacent ni des revenus plus élevés, ni des emplois plus stables, ni un système de protection sociale plus robuste. La crise immobilière prolongée joue un rôle central. Le logement a longtemps été l'un des actifs les plus importants des ménages et un pilier de la consommation, de l'épargne et des finances familiales. Lorsque le secteur immobilier s'affaiblit, les prix des logements sont sous pression et le marché du travail devient plus incertain, rendant les ménages plus prudents. Dès lors, les anciens outils perdent de leur efficacité : un crédit moins cher ne stimule pas automatiquement la consommation lorsque les gens s'inquiètent de leurs revenus et de leur avenir. Les banques chinoises réagissent en durcissant leurs critères d'octroi de crédit. Ainsi, les appels de la banque centrale et de l'État à accroître les prêts se heurtent à l'intérêt concret des banques de préserver leurs bilans. Et là, la contradiction entre le contrôle politique et la logique financière capitaliste apparaît au grand jour. La banque a beau être fortement réglementée et fonctionner selon un modèle de développement étatisé, elle doit néanmoins gérer les risques, les créances douteuses et sa rentabilité. Pour la classe ouvrière, la conséquence est double. Lorsque l'économie a besoin d'être stimulée, les ménages sont incités à emprunter et à consommer. Lorsque leurs dettes deviennent insoutenables, ces mêmes ménages se heurtent à des refus de crédit, des procédures de recouvrement, des problèmes d'accès au crédit et des mesures d'austérité. Au lieu d'augmenter les revenus des travailleurs et de renforcer la protection sociale, une partie de la gestion de la crise repose sur l'endettement individuel. L'endettement des ménages chinois démontre qu'une économie ne peut se construire durablement sur la seule force des exportations, la spéculation immobilière et la consommation à crédit. Si la production est sociale mais le pouvoir d'achat freiné par l'incertitude des revenus et la faiblesse de la protection sociale, une limite finira par se manifester. Les besoins de la classe ouvrière ne peuvent être satisfaits par des prêts bancaires.

Afin de satisfaire les besoins sociaux du peuple, seule la propriété des moyens de production et d'échange doit revenir à ceux qui produisent les richesses, seule une société socialiste y répondra.

Qu'est-ce que le colonialisme français aujourd'hui ?

Sous ce titre la FNIC-CGT analyse la réalité coloniale de la France. C'est un sujet quasi tabou abordé par cette importante fédération de la CGT. En effet, dans l'espace politique institutionnel ce que l'on désigne comme territoire et départements "ultramarins" appartient sans discussion à la France. De LFI au RN personne ne remet en cause la domination de la France sur ces territoires. Pour notre part, nous nous sommes clairement exprimé sur le caractère colonial de cette domination et soutenons sans réserve les mouvements qui à juste titre réclament l'indépendance de ces territoires. Nous reproduisons ci-dessous intégralement le texte de la FNIC-CGT.

"Les étiquettes de « départements ultramarins » etc. ne peuvent cacher que le colonialisme français perdure jusqu'à aujourd'hui directement dans tout un tas de pays. La France garde ses serres plantées dans des morceaux de pays où elle est une ancienne puissance coloniale. Il en va ainsi de Maore îles Éparses (dont l'une appartient à Maurice et les autres à Madagascar), de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Clipperton. Ces "confettis d'empire" permettent aux rapaces de l'impérialisme français de revendiquer d'immenses zones économiques exclusives de ressources halieutiques et minérales. Rien que pour la Guadeloupe par exemple : 6 653 km² de mer territoriale et 90 570 km² de zone économique exclusive. La France, ce tout petit pays en taille par rapport à la Russie ou au Canada, devient ainsi la deuxième puissance maritime mondiale ! Ces colonies fournissent des matières premières (or de Guyane, vanille de La Réunion, nickel de Kanaky...). Eramet, qui ne doit sa fortune qu'au colonialisme et à l'argent public, via son usine SLN pille le nickel en Kanaky. Depuis 2024 l'État colonial français est venu à leurs secours en prenant totalement la charge financière du site, lui permettant ainsi d'aller surexploiter ailleurs. Pour l'État français, la Guyane est même, de tous les départements, celui qui lui rapporte le plus de milliards avec le site de lancement de Kourou, où vivent et travaillent des européens dans le confort le plus moderne, protégés par des patrouilles militaires. De l'autre côté du grillage le village guyanais est un véritable bidonville n'ayant même pas de rue asphaltée. Saint-Martin, aux Antilles, île colonisée par la France, est dotée d'une juridiction de paradis fiscal, permettant aux capitalistes d'y blanchir tranquillement l'argent qu'ils ont volé. Lorsque l'ouragan Irma en 2017 a dévasté cette île, 415 militaires français y avait été dépêchés, non pas pour secourir la population survivante, mais pour protéger les propriétés des milliardaires absents, du pillage et de la réquisition par un peuple affamé,

laissé sans toit, sans électricité pendant des semaines. Mais le principal rôle assigné aux colonies françaises actuellement n'est pas d'être des machines à sous directes pour les capitalistes français, il va beaucoup plus loin. En effet, ces « confettis d'empire » permettent aux impérialistes français de revendiquer une grande partie du passage maritime entre Madagascar et le continent africain et de contrôler ainsi l'une des routes commerciales maritimes les plus importantes de la planète. Elles peuvent aussi servir de base avancée pour les activités portuaires pétrolières de Total au Mozambique et en Tanzanie. Saint-Pierre-et-Miquelon, à quelques encablures des côtes canadiennes, pourrait servir de base avancée pour les troupes que le gouvernement a envisagé d'envoyer au Groenland. Maore, elle, a servi de soutien logistique aux coups d'État à répétition organisés par les gouvernements français successifs dans la partie "indépendante" des Comores.

Il est donc absolument nécessaire que les prolétaires ici soutiennent activement, en paroles comme en actes, les peuples opprimés par l'impérialisme français."

La SNCF affiche encore des bénéfices records

Depuis 2021 elle enregistre profits sur profits, et les résultats du premier semestre 2026 battent tous les records: 1,2 milliards de bénéfices, c'était moins de 1 milliard au premier semestre 2025. Le chiffre d'affaires est en hausse, les marges augmentent, la dette diminue. La majorité des activités de la SNCF sont en croissance: la fréquentation des TGV, des TER aussi mais pas celle des trains Intercités (à cause des nombreuses suppressions de trains pour cause de tempête ou de canicule) tout comme l'activité de Keolis (transports urbains).

Le gouvernement et les syndicats veulent faire 800 millions d'euros d'économies sur les accidentés et malades du travail

En 2025, 760 travailleurs ont trouvé la mort au travail. Plus d'un demi-million ont été victimes d'un accident, chiffre bien inférieur à la réalité, le patronat faisant pression afin de ne pas déclarer les accidents. Les conditions de travail se durcissent partout mais pas question pour le gouvernement de toucher aux droits des patrons à exploiter les travailleurs quelles que soient les conséquences pour leur santé et parfois leur vie. Après avoir acté une baisse de 1,2 milliard du remboursement des médicaments, le gouvernement veut donner un tour de vis dans cette autre branche de la Sécurité sociale, celle des accidents du travail et des maladies professionnelles (AT-MP) et pas qu'un peu puisque le ministère du Travail a demandé mi-juin aux partenaires sociaux de lui faire des propositions à même de dégager 800 millions d'économies dès 2027 ! Patronat et syndicats ont répondu aux quatre pistes formulées par le ministère du Travail. Chacune est censée dégager une économie de l'ordre de 250 millions avec des conséquences non négligeables pour la couverture des salariés en arrêt de travail. Le gouvernement va pouvoir s'appuyer sur les quatre pistes « suggérées ».

***Fiscalisation intégrale des indemnités journalières** versées aux salariés lorsqu'ils sont en arrêt de travail pour maladie professionnelle ou accident du travail. Jusqu'alors, ces indemnités bénéficiaient d'un régime fiscal. Contrairement à un arrêt maladie classique, ces indemnités étaient exonérées de moitié d'impôt sur le revenu.

*le gouvernement souhaite plafonner le montant des **indemnités journalières d'AT-MP à 1,8 SMIC**. Cela produirait mécaniquement une hausse des cotisations employeur et une baisse de revenus pour les salariés.

*Les autres pistes portent sur des **modifications du financement de la branche**, précisent *Les Echos*. Le régime propre au secteur social et médico-social pourrait ainsi basculer dans le régime général.

De nouvelles réunions sont prévues à la rentrée.

Au même moment, le conseil de la Cnam a voté 40 autres mesures pour contribuer au projet de loi de financement de la Sécurité sociale il sera étudié en octobre. afin de réaliser 3,9 milliards d'euros d'économies pour l'année 2027. Les organisations doivent impérativement dénoncer la responsabilité du gouvernement détruisant les services publics et les moyens de prévention et organiser la lutte sans compromission. Nous avons tous besoin, nous les travailleurs d'un syndicalisme de lutte des classes, sans compromis, sans intégration au système, sans aucune confiance en l'État bourgeois.

Services des impôts : la Seine-Saint-Denis en première ligne de la « suppression de plusieurs milliers d'emplois »

Le « *Nouveau Réseau de Proximité 2* » prévu d'ici 2030 par la Direction générale des finances publiques (DGFIP) alarme les syndicats, notamment en Seine-Saint-Denis. Le projet intervient alors que les résultats du contrôle fiscal sont en nette dégradation depuis plus de dix ans. Le plan de casse du service public se poursuit et la Seine-Saint-Denis en redoute grandement les conséquences. En juin 2026, la Direction générale des finances publiques (DGFIP) annonçait la remise en route d'un projet commencé en 2019 : le « *Nouveau Réseau de Proximité 2* », concernant ses services locaux déployés sur tout le territoire français. Désormais intitulé NRP 2, le voilà déjà décrié par les syndicats et pour cause : il prévoit la restructuration d'environ 300 sites, synonyme de « suppression de plusieurs milliers d'emplois » d'après la CGT Finances Publiques 93.... <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4033-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-288-du-16-juillet-2026>

International ; Solidarité internationaliste

Un candidat communiste à l'élection présidentielle au Brésil

Selon *Prensa Latina*⁶ du 1er août, le Parti communiste brésilien vient d'officialiser la candidature d'Edmilson Costa à la présidence

Le Parti communiste brésilien (PCB) a officialisé la candidature d'Edmilson Costa à la présidence du Brésil, avec Cleusa Santos comme colistière pour la vice-présidence, lors de sa convention nationale organisée à São Paulo.

Lors de cet événement, tenu dans l'auditorium du Conseil municipal de la ville, l'organisation a également présenté les principaux axes de son programme gouvernemental, axé sur l'élargissement du rôle de l'État dans l'économie et une réforme en profondeur de la structure politique du pays.

M. Costa, secrétaire général du PCB, est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'État de Campinas et a effectué des recherches postdoctorales à l'Institut de philosophie et de sciences humaines de cette même institution. Militant socialiste depuis sa jeunesse, il mènera pour la première fois le ticket présidentiel de l'organisation. Selon le portail d'information G1, les propositions clés de ce ticket présidentiel incluent la nationalisation du système financier par la création d'une « Banque des travailleurs », la suspension du paiement de la dette publique, la renationalisation des entreprises privatisées et un contrôle accru de l'État sur le régime de change, le commerce extérieur et le système fiscal.

Concernant le cadre institutionnel, le PCB propose également des modifications de l'organisation politique du Brésil, notamment la suppression du Sénat fédéral et la mise en place d'un système législatif monocaméral — composé d'une chambre parlementaire unique —.

Lors de l'événement, l'organisation a également confirmé ses candidats pour l'État de São Paulo : Carlos Machado a été officiellement désigné candidat au poste de gouverneur, aux côtés de Felipe de Oliveira Queiroz pour la vice-gouvernance et de Petter Maahs da Silva pour le Sénat.

M. Machado, enseignant dans le secteur public et résident de la ville de Franca, a défendu des priorités telles que la renationalisation des services essentiels, la réduction des inégalités régionales et l'accroissement de la participation citoyenne à l'élaboration du budget gouvernemental. La réunion du PCB de ce samedi s'inscrit dans le calendrier électoral brésilien, qui prévoit des conventions partisans pour officialiser les candidatures et les alliances avant l'enregistrement officiel des candidats auprès du Tribunal électoral.

Selon le calendrier établi, les partis ont jusqu'au 15 août pour enregistrer leurs candidatures en vue des élections générales d'octobre.

Chasse aux sorcières anticommuniste en Azerbaïdjan

La chasse aux sorcières anticommuniste menée par le régime azerbaïdjanais a une fois de plus révélé son vrai visage. Un tribunal de Bakou a condamné quatre personnes à des peines de prison pour avoir simplement tenté d'organiser une marche avec des drapeaux soviétiques et avait propagé des idées communistes ! Quatre personnes ont été inculpées en vertu de l'article 233 du Code pénal azerbaïdjanais après avoir été arrêtées en lien avec une marche prévue en novembre dernier, rapporte *In Defense of Communism*⁷. Elles ont été condamnées à des peines de prison allant de 18 mois à 2 ans. Ces dernières condamnations sont l'aboutissement d'une répression débutée plusieurs mois auparavant. En mai également, les autorités azerbaïdjanaises ont arrêté plusieurs militants communistes tentant d'organiser une marche communiste à Bakou. Les personnes arrêtées ont été accusées de « *propagande de l'idéologie communiste* », et l'État tente de criminaliser toute activité politique communiste. L'emprisonnement de personnes pour avoir exprimé pacifiquement leurs convictions politiques et arboré des symboles communistes est un exemple supplémentaire de l'anticommunisme systématique prôné par le régime. À cet égard, l'Azerbaïdjan s'inscrit pleinement dans la lignée des politiques anticommunistes menées par de nombreux gouvernements bourgeois d'Europe et d'Asie, interdisant les partis communistes, criminalisant les symboles communistes et persécutant les communistes afin d'effacer l'héritage révolutionnaire du XX^e siècle et de réprimer la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Ceuta : le point de vue du Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne

La crise migratoire de Ceuta n'est pas une « invasion », mais le fruit de rivalités capitalistes. À la suite de l'une des crises migratoires les plus graves survenues aux frontières de l'Espagne ces dernières années, le Parti communiste des travailleurs d'Espagne (PCTE) a publié une déclaration condamnant à la fois l'instrumentalisation des migrants à des fins géopolitiques et les tentatives réactionnaires d'attiser le racisme et la xénophobie. La déclaration indique : « Entre jeudi et vendredi, environ 50 000 personnes ont traversé la frontière, par voie terrestre et maritime, depuis le Maroc vers Ceuta; parmi elles, des milliers de mineurs. Plus de 50 décès ont été signalés à ce jour, faisant de cet événement l'une des pires crises humanitaires jamais observées aux frontières de l'Espagne. Vendredi, l'immense majorité était retournée au Maroc. Ces événements peuvent être interprétés comme un moyen de pression exercé par le régime marocain dans le cadre des relations entre l'Espagne et le Maroc, coïncidant avec le renforcement des liens du Maroc avec l'axe États-Unis-Israël et une nouvelle phase de rapprochement entre l'Espagne et l'Algérie. Parallèlement, le gouvernement de coalition espagnol a attribué la responsabilité de la situation exclusivement aux réseaux de trafic d'êtres humains, évitant délibérément d'établir un lien entre ces faits et les relations diplomatiques, politiques, commerciales et militaires façonnant la région. En réponse aux événements de Ceuta les secteurs les plus réactionnaires sont allés jusqu'à les qualifier d'« invasion » —, nous dénonçons le fait que de telles situations sont rendues possibles par les conditions subies par de larges pans de la population marocaine, dont la détresse peut être aisément manipulée et

exploitée dans les différends opposant gouvernements et États capitalistes. De même, nous condamnons la manière dont ces événements ont offert aux secteurs les plus réactionnaires de la société espagnole l'occasion d'intensifier leur campagne de xénophobie, de racisme et de militarisation de la vie publique. Cette évolution est étroitement liée à l'accroissement général de la violence d'État, non seulement dans les relations entre puissances rivales, mais aussi sur le plan intérieur, où elle sert à discipliner la classe ouvrière et à la maintenir divisée le plus possible. Les travailleurs migrants ne doivent pas servir de boucs émissaires. Les causes profondes des difficultés rencontrées par l'immense majorité des travailleurs en Espagne résident dans le capitalisme et dans les gouvernements le gérant. À ceux cherchant à dresser les travailleurs nés en Espagne contre ceux ayant été contraints de quitter leur pays, nous réaffirmons que nos intérêts sont communs. Il ne peut y avoir de solution conforme aux intérêts de la classe ouvrière fondée sur le racisme, la xénophobie ou la concurrence entre travailleurs. La seule voie à suivre réside dans l'organisation et la lutte unie contre ceux qui tirent profit de notre exploitation. Nous rejetons le déploiement militaire, la répression, les expulsions sommaires sans garanties juridiques et la militarisation accrue des frontières, ayant transformé la Méditerranée et les zones entourant Ceuta et Melilla une fosse commune. Nous exigeons le plein respect des droits fondamentaux de tout être humain, un traitement digne concernant les mineurs non accompagnés et une enquête approfondie sur les circonstances de ces décès. Parallèlement, nous condamnons l'utilisation par le gouvernement marocain des populations migrantes comme instrument de pression politique, tout en dénonçant la responsabilité du gouvernement espagnol et de l'Union européenne, dont les relations économiques, politiques et militaires contribuent à perpétuer la pauvreté, la dépendance et l'absence de perspectives contraignant des milliers de personnes à quitter leur foyer. Nous appelons la classe ouvrière et les couches populaires à ne pas se laisser piéger par la propagande réactionnaire. Face au racisme, à la militarisation et à la division, nous devons défendre la solidarité internationaliste et l'unité de tous les travailleurs, quelles que soient leur origine ou leur nationalité. Contre le racisme, la guerre et l'exploitation : unité de la classe ouvrière!

Great Yarmouth (Royaume-Uni) : grève des éboueurs et agents de nettoyage

Les éboueurs, les agents de nettoyage des rues et des plages de Great Yarmouth se mettent en grève en août afin de protester contre leurs bas salaires. Une centaine de travailleurs, dont des paysagistes et des fossoyeurs, prévoient de faire grève les 6, 7, 10, 11 et 12 août. Nous avons déjà évoqué ce conflit⁸. Si la situation ne s'améliore pas, le mouvement social devrait s'intensifier durant l'été. Les travailleurs sont syndiqués au sein du syndicat Unite, et des membres d'UNISON et de GMB participent également à la grève.

L'industrie du jeu vidéo illustre parfaitement la contradiction inhérente au capitalisme entre travail collectif créatif et contrôle privé. Les jeux sont créés par des programmeurs, des concepteurs, des animateurs, des scénaristes, des ingénieurs du son, des testeurs, des producteurs, du personnel de soutien et bien d'autres professionnels. La production est longue, complexe et repose sur l'expérience. Pourtant, les travailleurs sont souvent considérés comme jetables lorsque les cycles de projet évoluent, la direction se trompe sur le marché ou les propriétaires cherchent à préserver leurs marges.

Royaume-Uni : grève des salariés des jeux vidéo

L'IWGB Game Workers⁹ a lancé un groupe de soutien composé de ses membres afin de protéger les travailleurs du jeu vidéo touchés par les licenciements. Selon le syndicat, plus de 9 000 personnes ont été licenciées ou ont vu leur emploi modifié depuis début 2026, malgré les importants revenus générés par le secteur et la préparation de plusieurs des lancements les plus attendus de l'année.

Italie, la colère monte contre la fast-fashion asiatique

Australie : ALDI verse 55 millions de dollars après une action collective contre le travail non rémunéré

La branche australienne de la chaîne de supermarchés ALDI a accepté un accord à l'amiable d'un montant de 55 millions de dollars australiens après une longue action collective concernant le travail non rémunéré effectué avant et après les heures de travail. Environ 32 000 employés actuels et anciens des magasins et des entrepôts sont concernés par cette procédure. Le conflit a été initié par le syndicat australien SDA¹⁰. Les employés étaient régulièrement tenus d'arriver avant le début de leur service et de rester après la fin de celui-ci pour des préparatifs, des contrôles de sécurité et d'autres tâches. L'entreprise a déjà versé environ 28,9 millions de dollars australiens et devrait verser 26 millions de dollars supplémentaires après l'approbation du tribunal. Quelques minutes avant et après chaque prise de poste peuvent sembler insignifiantes prises isolément. Mais lorsque ce même temps est prélevé sur des milliers de travailleurs chaque jour et pendant plusieurs années, ces minutes représentent des millions de dollars. Par cette organisation quotidienne du temps de travail le capital peut accroître l'exploitation sans allonger formellement la durée de la journée de travail rémunérée. L'employeur détermine les horaires de présence du travailleur sur son lieu de travail, les préparatifs nécessaires et la date

d'achèvement effective du travail. Si ces tâches sont indispensables à l'activité de l'entreprise, elles constituent du travail et doivent être rémunérées. ALDI ne pourrait ouvrir de magasins ni gérer d'entrepôts si ses employés ne préparent leurs équipes, mais a simultanément cherché à exclure une partie de ce temps du salaire. Ce cas illustre pourquoi le contrôle du temps de travail est un enjeu central de la lutte des classes. Le capital achète la force de travail pour une période déterminée et a donc un intérêt constant à repousser les limites de l'exploitation sans compensation. Cela peut se faire par le biais d'heures supplémentaires non rémunérées, de travail pendant les pauses, d'annonces après la fin de la journée ou d'exigences de productivité avant même le début de la prise de poste. Il est difficile pour un travailleur individuel de mesurer, de documenter et de percevoir de petites quantités de travail quotidiennes auprès d'une grande entreprise. En rassemblant des dizaines de milliers de travailleurs autour d'une démarche commune, le syndicat a pu démontrer qu'il ne s'agissait pas d'erreurs isolées, mais d'un mode d'organisation du travail systématique. L'accord obtenu constitue donc une victoire importante, mais il ne s'agit pas d'un cadeau de l'entreprise. Grâce à la mobilisation syndicale et à une longue bataille juridique, les travailleurs ont contraint ALDI à restituer une partie des salaires retenus. Cette affaire montre ceci: même le temps que le capital tente de dissimuler en marge de la journée de travail appartient au travailleur et peut être reconquis par la lutte collective.

Grève à la CSSM : la direction retire la mesure de licenciement à l'origine du conflit

Suite de ce conflit dans le résumé éco 289, après quatre jours de mouvement social, la direction de la Caisse de Sécurité sociale de Mayotte annonce revenir sur la mesure de licenciement ayant déclenché la grève. Les négociations avec les syndicats se poursuivent.

La direction de la Caisse de Sécurité sociale de Mayotte (CSSM) affirme poursuivre le dialogue avec les organisations syndicales, quatre jours après le début du mouvement social. Dans un communiqué diffusé ce vendredi 31 juillet, elle indique avoir pris la décision de revenir sur la mesure de licenciement à l'origine du conflit. Une décision présentée comme un geste d'apaisement, destiné à favoriser la poursuite des discussions sur l'ensemble des revendications portées par les syndicats afin d'aboutir à une issue favorable aux négociations.

Un préavis de grève à EDF Martinique pour défendre les avantages salariaux

Avis de tempête sociale chez EDF. Un préavis de grève prend effet ce mercredi 29 juillet à l'appel de la CGTM (Confédération générale du travail de la Martinique). 700 agents sont concernés. En cause : les remises en question de certains avantages salariaux préconisés par la Cour des comptes. Les syndicats s'opposent à l'application des recommandations de la Cour des comptes qui visent un avantage salarial historique de leur convention collective avant tout durcissement. La CGTM demande l'ouverture immédiate des négociations.

« Nous payons une facture électrique qui est minorée, sauf que l'employeur déclare toute la quote-part qui n'a pas été payée comme avantage en nature. Donc il nous est imposé lors de la déclaration d'impôt. Aujourd'hui, la Cour des comptes a établi un rapport disant qu'ils veulent faire supprimer justement ces "tarifs particuliers" parce que ça génère un delta incompréhensible pour eux. Ils veulent récupérer une partie de cet argent pour je ne sais quelle raison. »

Cet avantage accordé aux salariés d'EDF, est aujourd'hui menacé : *« Au-delà de se mobiliser sur un dispositif du statut nous voulons le conserver, nous ne perdons pas du viseur que l'entreprise a fait certains choix à des moments notamment avec la fermeture des accueils physiques. Ces sujets nous tiennent aussi à cœur, des sujets également sur les emplois en local ».*

La Réunion : Le conflit s'enlise chez Derichebourg

Plus de trois semaines après le début de la grève à la Réunion, aucun accord n'a encore été trouvé entre la direction et les salariés. En cause : l'échec des négociations salariales annuelles. Voir précédent résumé.

« Nou tienbo nou larg pa » expression créole réunionnaise signifiant *« Tiens bon, ne lâche pas ! »*

Deux millions de passagers concernés: une grève va perturber le trafic à l'aéroport de Barcelone

En plein pic de trafic estival, une grève illimitée débute dans le très fréquenté aéroport El Prat de Barcelone en Espagne... Le mouvement concerne les 1.179 salariés de Groundforce Barcelona s'occupant des enregistrements ou encore de la manutention des bagages. Ils dénoncent une charge de travail insoutenable, un recours massif aux heures supplémentaires et un manque de repos pour les équipes. Ces salariés, soutenus par la CGT espagnole, dénoncent une charge de travail insoutenable, un recours massif aux heures supplémentaires et un manque de repos concernant les équipes. Cette grève fait suite à *"de multiples tentatives de dialogue restées sans réponse satisfaisante"*, affirme l'organisation syndicale. L'impact de cette grève n'a rien d'anodin selon le ministère espagnol des Transports, environ 11.600 vols sont programmés, deux millions de passagers pourraient ainsi voir leur avion partir en retard voire être annulé. Des problèmes d'acheminement des bagages pourraient également être observés tout comme des temps d'attente bien plus longs lors des enregistrements. L'aéroport de Barcelone

est l'un des plus grands hubs européens, accueillant, l'an passé, 57,48 millions de passagers, sa meilleure performance jamais enregistrée.

Canada : Grève massive chez Westjet : des centaines de vols annulés

WestJet, deuxième compagnie aérienne canadienne, fait face à une grève de ses agents de bord. Plus de 600 vols ont été annulés depuis le début du débrayage, conséquence directe d'un bras de fer sur la rémunération des tâches effectuées au sol. Le préavis de grève de 72 heures déposé par le SCFP 8125, le syndicat représentant environ 4 400 agents de bord de WestJet, est arrivé à échéance. Dès vendredi, la compagnie avait commencé à « *parquer* » des avions et à réduire son programme de vols en prévision du conflit, tout en poursuivant les négociations avec le syndicat. La ministre fédérale de l'Emploi appelle les deux parties à « *continuer de travailler à la recherche d'une entente* ». WestJet invite les passagers à vérifier le statut de leur vol avant de se rendre à l'aéroport. Les négociations entre WestJet et les agents de bord durent depuis septembre 2025. Le syndicat affirme: la question de la rémunération des heures de travail au sol est au centre du conflit. Les agents de bord travaillent jusqu'à 35 heures par mois sans être payés pour des tâches telles: l'embarquement, les contrôles de sécurité, l'assistance aux passagers ou la gestion des retards au sol. Le syndicat estime que les agents de bord de WestJet sont « *parmi les moins bien payés au pays* », revendiquant un rattrapage salarial de l'ordre de 15 à 20% sur le salaire de base, assorti d'augmentations annuelles. Un avis de préavis de fermeture unilatérale des services par l'employeur de 72 heures a également été émis par la compagnie en réponse au préavis de grève, permettant à WestJet de suspendre unilatéralement les agents de bord en l'absence d'accord.

Le premier poids lourd électrique chinois assemblé en Europe prend la route avec DHL

Le premier camion électrique du jeune constructeur chinois, **SuperPanther**, fabriqué en Europe vient de quitter les lignes de production de **Steyr Automotive**, en Autriche. DHL Freight franchit une nouvelle étape dans l'électrification de sa flotte avec l'arrivée du premier poids lourd électrique SuperPanther produit en série en Europe. Assemblé en Autriche, ce tracteur de 44 tonnes sera exploité dès septembre aux Pays-Bas. Au-delà de cette première livraison, cette mise en service illustre l'arrivée de nouveaux constructeurs sur le marché européen du camion électrique.

Cette livraison marque le début de la production européenne du modèle eTopas 600 et constitue une étape importante pour le constructeur chinois, fait ainsi son entrée concrète sur le marché européen des poids lourds électriques.

Un nouvel acteur sur le marché européen :

Fondé en 2022, SuperPanther est un constructeur chinois spécialisé dans les véhicules industriels à nouvelles énergies. Le modèle eTopas 600 est son premier poids lourd développé spécifiquement pour le marché européen. Afin de répondre aux exigences industrielles et réglementaires locales, la fabrication est assurée par Steyr Automotive, en Autriche.

Cette implantation industrielle illustre la stratégie de plusieurs constructeurs asiatiques cherchant à accélérer leur développement en Europe, s'appuyant sur des capacités de production locales plutôt qu'en exportant directement leurs véhicules depuis la Chine. Il peut récupérer de 20 à 80 % de sa capacité en moins de 38 minutes dans des conditions optimales.

Pour DHL Freight, cette livraison s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification de sa flotte. L'entreprise indique exploiter aujourd'hui environ 1 700 véhicules à faibles émissions, toutes technologies confondues. Cette politique vise à accompagner l'objectif du groupe DHL d'atteindre la neutralité carbone de ses activités logistiques à l'horizon 2050.

Cette première mise en service traduit surtout l'intensification de la concurrence sur le marché européen du camion électrique. Face aux constructeurs historiques, de nouveaux acteurs, notamment chinois, cherchent désormais à s'imposer avec des véhicules conçus pour les besoins européens et produits localement. L'enjeu de profit est de taille : Le marché européen des camions électriques est évalué entre **1,8 et 3,8 milliards de dollars** de valeur annuelle directe, avec une projection de croissance rapide vers **12 à 15 milliards de dollars** d'ici le début de la décennie 2030...

¹ <https://c.org/qfvQ4zFmSY>

² <https://www.ici.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone-13/tarascon/les-salaries-de-fibre-excellence-a-tarascon-perturbent-la-circulation-autour-de-l-usine-7441099>

³ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4038-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-289-du-23-juillet-2026>

⁴ <https://www.spasdis.com/actualites/c/0/i/97579011/communiqu-de-presse-des-9-organisations-syndicales>

⁵ <https://isimarkets.com/ceic/>

⁶ <https://www.prensa-latina.cu/2026/08/01/pcb-de-brasil-oficializa-candidatura-presidencial-de-edmilson-costa/>

7 <https://www.idcommunism.com/2026/07/azerbaijans-anti-communist-witch-hunt-four-jailed-for-carrying-soviet-flags.html>

8 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4023-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-287-du-09-juillet-2026>

9 <https://www.gameworkers.co.uk/>

10 <https://www.sda.au/news/media-release-major-settlement-proposed-in-sdas-aldi-underpayment-class-action/>

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à : Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement